

Le populisme est-il un problème?

Allocution présentée lors de la troisième séance plénière du
Forum mondial de la démocratie 2017, tenu à Strasbourg,
le 8 novembre 2017

Stéphane Dion

Ambassadeur du Canada en Allemagne et envoyé spécial du
Premier ministre pour l'Union européenne et l'Europe

Je remercie le Forum mondial de la démocratie et le Conseil de l'Europe, cet indispensable promoteur des droits universels, de m'avoir invité à répondre avec vous à cette question importante : le populisme est-il un problème?

La réponse est non, si l'on s'en tient au sens courant quand on parle d'un politicien populiste : l'aptitude à être proche du peuple et à adopter un style populaire.

Cependant, la réponse est oui, si l'on s'en rapporte au sens que les organisateurs de ce forum et les vidéos accompagnatrices de Pierre Rosanvallon donnent au mot populisme, dans le sillage des travaux de Cas Mudde et d'autres auteurs.¹ Repris en mes termes, est populiste celui qui, au nom du peuple, entend concentrer en ses mains le pouvoir et affaiblir ou politiser les institutions qui font obstacle à cette concentration : le parlement, les partis politiques, les collectivités régionales ou locales, la neutralité de la fonction publique, l'indépendance des tribunaux, la liberté de la presse, la liberté académique, l'indépendance des syndicats, des groupes patronaux et des autres organisations revendicatives.

À terme, le leader populiste est encore un élu mais dans des conditions qui rendent virtuellement impossible sa défaite électorale, tant les institutions de contre-pouvoir de la démocratie libérale ont été affaiblies à son profit.

C'est pour défendre le peuple face à ce qui le menace que le populiste justifie cette concentration du pouvoir. Il donne à cette menace les traits d'une élite coupée du peuple qui a spolié les institutions représentatives. Cette élite est dénoncée soit comme corrompue, égoïste, arrogante, avide, cosmopolite, au service des étrangers, pathétiquement incompétente, ou tout cela à la fois. Le populisme est anti-élitiste et anti-pluraliste.

De ce tronc commun, le populisme peut partir dans toutes sortes de directions selon les orientations idéologiques auxquelles il se greffe. Parmi les plus fréquentes, mentionnons :

- à l'extrême-droite : la défense ou la nostalgie d'une nation homogène, voire la xénophobie et le racisme;
- à l'extrême-gauche : le socialisme radical et l'anticapitalisme;

¹ Cas Mudde et Cristobal Rovari Kaltwasser, "*Populism: A Very Short Introduction*", Oxford University Press, 2017, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/jul/07/populism-dead-european-victories-centrists>. ; M.S. "*What is populism?*", The Economist, 19 décembre 2016, <https://www.economist.com/blogs/economist-explains/2016/12/economist-explains-18>. ; Uri Friedman, "*What is a Populist? And is Donald Trump one?*", The Atlantic, 27 février 2017, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/02/what-is-populist-trump/516525/>. ; Kenneth Roth, "*The Dangerous Rise of Populism: Global Attacks on Human Rights Values*", Human Rights Watch, 2017, <https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/dangerous-rise-of-populism>. ; Cas Mudde, Frédéric Mérand et Bessma Momani, *Three Conversations about the Rise of Populism in the West*, Affaires mondiales Canada et Centre de recherches et d'études internationales, Université de Montréal, 20 septembre 2017, http://cerium.umontreal.ca/fileadmin/Documents/FAS/CERIUM/Images/2-Recherche/7-Publications/2017-09-19_Three_Conversations_About_Populism_-_External_Distribution.pdf.

- le nationalisme économique étendu jusqu'au protectionnisme systématique et au refus de tout libre-échange;
- le rejet du multilatéralisme au nom d'un nationalisme de repli sur soi;
- la promotion d'une approche uniquement sécuritaire et répressive, menaçante pour les libertés civiles, face au crime et au terrorisme;
- le climatoscepticisme et la défense des intérêts liés à une économie fondée sur les hydrocarbures;
- sur un plan moins idéologique et plus opportuniste : une prodigalité sociale et fiscale faisant fi de la prudence budgétaire.

Le populisme peut prendre tellement de formes qu'on peut se demander si cette appellation péjorative ne risque pas d'ostraciser et de mettre dans le même bain tout ce qui s'éloigne du consensus établi de centre-droit et de centre-gauche. Ne brouille-t-on pas les choses en utilisant une étiquette qui a été accolée tant à Bernie Sanders qu'à Donald Trump, aussi bien à Podemos ou la France insoumise qu'au Front National, au Parti pour la liberté de Geert Wilders et à l'Alternative für Deutschland, et à des gouvernements aussi différents que ceux qui prévalent en ce moment en Russie, en Turquie, en Hongrie, en Pologne, au Venezuela ou aux Philippines? N'est-ce pas trop concéder à ces personnages politiques que de les qualifier de populistes, ce qui peut être compris comme « populaires » ou « proches du peuple »?

Si l'on s'en tient au tronc commun du populisme – l'affaiblissement des institutions libérales – l'antidote est bien sûr la défense ou le renforcement de ces institutions. Il faut aussi veiller à les rendre plus efficaces, transparentes et diligentes, car les populistes se nourrissent de la lenteur et de l'opacité du système et font rêver de l'homme fort dont la volonté surmontera ces difficultés et rendra tout plus simple.

Au Canada, comme cibles de réformes institutionnelles, le Premier ministre Trudeau, de concert avec la ministre des Institutions démocratique, Karina Gould, a choisi en priorité la dépolitisation des nominations des sénateurs, la transparence des institutions fédérales, la défense du processus électoral contre les cyber menaces, la revue des règles qui entourent le financement des partis politiques, une autonomie accrue pour le commissaire aux élections fédérales, l'abrogation des règles qui entravent inutilement l'exercice du droit de vote et le renforcement de celles qui punissent les fraudes électorales.

Mais la riposte au populisme ne doit pas être qu'institutionnelle. Il lui faut être aussi politique et occuper la scène dans les médias, y compris les médias sociaux. Il n'y a aucune raison de penser que ceux-ci sont nécessairement favorables aux politiciens populistes. S'il y a une personnalité politique qui sait utiliser ces réseaux sociaux, c'est bien le premier ministre canadien actuel, un adepte résolu de la démocratie libérale. Le gouvernement du Canada a pris différentes initiatives comme le lancement récent d'un laboratoire de l'inclusion numérique qui apporte un appui analytique à la promotion des valeurs d'inclusion, et le gouvernement joue un rôle actif sur la

scène internationale notamment au sein de la « Freedom Online Coalition » et de l' « Internet Governance Forum ».

Sur le fond des choses, il faut répondre aux insécurités, tant culturelles qu'économiques, qui rendent les populations plus réceptives aux appels populistes.

Sur le plan culturel, face aux vagues migratoires qui nourrissent les peurs identitaires, il faut apporter un secours plus efficace aux pays ravagés par les guerres et la misère. Pour cela, le Canada s'est récemment doté d'une politique de développement international résolument féministe, car il a été démontré que la promotion des femmes et des filles est un puissant levier de développement et de démocratisation.

Il faut trouver les meilleures pratiques d'intégration des immigrants et de ce point de vue le Canada, pays d'immigration, est tout à fait disposé à partager son expérience, tout en reconnaissant que sa situation diffère de celle de l'Europe. Vous avez certainement noté que le Premier ministre Trudeau a fait, tant au Canada qu'à l'étranger, une priorité politique du thème de l'inclusion de toutes les communautés, y compris des communautés musulmanes qui sont trop souvent assimilées à tort à l'islamisme violent, alors qu'elles en sont les principales victimes.

Sur le plan économique, il faut trouver la voie d'une croissance inclusive qui profite à tous et non pas presque seulement au 1 pour cent ou au .01 pour cent les plus riches. C'est ainsi que le gouvernement du Canada a, entre autres mesures sociales, augmenté les impôts des plus riches et réduit ceux de la classe moyenne et a considérablement accru l'aide aux familles, leur octroyant presque l'équivalent d'un revenu minimum garanti qui a diminué de plus du tiers la pauvreté chez les enfants.

Nous devons aussi apprendre à négocier des accords de libre-échange d'un type nouveau, progressistes, qui, à l'image de celui que viennent de conclure l'Union européenne et le Canada, comportent de fortes protections pour l'environnement, les droits des travailleurs, la sécurité alimentaire et qui garantissent le droit des parlements de légiférer et des gouvernements de réglementer pour le bien commun. Il faut convaincre nos populations qu'elles n'ont pas à choisir entre le commerce et le progrès social et que ces deux objectifs doivent être poursuivis ensemble.

Comment veut-on que nos populations se sentent vraiment incluses quand le financement des partis politiques dépend de grands donateurs milliardaires et de sources étrangères occultes, et quand il faut être fortuné pour faire de la politique? Il faut sérieusement revoir le financement des partis politiques et des élections, le rendre plus populaire et transparent, sans quoi l'on ne pourra sérieusement endiguer le populisme.

Comment traiter les pays dont les dirigeants s'engagent dans l'affaiblissement des institutions démocratiques libérales? L'approche du Premier ministre Trudeau est tout à fait conforme à celle que vient d'exprimer le Président Macron devant le Conseil de l'Europe : critiquer, s'opposer, mais sans fermer la porte, en maintenant un dialogue difficile mais nécessaire. Et j'ajouterais

qu'il ne faut pas seulement critiquer les mauvaises pratiques, il faut aussi saluer et appuyer les gouvernements qui font les bons choix pour leur pays du point de vue démocratique. Je pense par exemple à la Géorgie, qui, dans des conditions très difficiles, a incontestablement amélioré ses pratiques démocratiques et de lutte à la corruption, selon les évaluations internationales qui en ont été faites.

Le Canada a bien résisté à la vague populiste jusqu'à présent. Mais nous sommes conscients que même une démocratie comme la nôtre, qui n'a jamais subi de coup d'État, de guerre civile ou d'occupation étrangère, et qui a une expérience longue et fructueuse de l'immigration, n'est pas immunisée contre le populisme. Sans faire la leçon à qui que ce soit, nous vous offrons notre pleine coopération, pour qu'ensemble nous rendions nos sociétés plus inclusives, moins vulnérables aux dérives populistes, et plus à même de fonder la justice, la concorde, la sécurité et les droits universels sur de solides démocraties libérales.